

Dix raisons de dire non :
Une introduction au plan de Sidewalk Labs pour le secteur riverain
David Robertson, Septembre 2019

Un document de discussion préparé pour le groupe de travail *Sidewalk Labs* de la Coalition pour de bons emplois pour tous.

1. Un processus défectueux et un résultat pire
2. Le MIDP n'est pas un Plan
3. Transfert de ressources publiques pour le profit privé
4. Sidewalk Labs n'a pas construit de villes
5. Peu d'engagement pour de bons emplois
6. Court-circuit sur le logement abordable
7. Création d'une zone de surveillance
8. Mise en place d'une juridiction distincte
9. La technologie pour la technologie et des innovations très surestimées
10. Parce que c'est Google

Introduction

Sur le lac Ontario notre rive orientale risque de devenir une Googleopole.

Cela a commencé assez innocemment. Waterfront Toronto, une agence avec des représentants des trois niveaux de gouvernement et chargé de la responsabilité de développer les zones riveraines, a délivré un appel à projets pour un « partenaire de financement et d'innovation » pour développer *Quayside*, un site de 5 hectares au pied de la rue du Parlement. Sidewalk Labs a remporté l'enchère. Sidewalk Labs (littéralement Les laboratoires des trottoirs) est une société sœur de Google, filiale de la désormais société mère Alphabet.

Waterfront Toronto examine actuellement la proposition de Sidewalk Labs et négocie certains de ses termes. Après avoir terminé ce processus d'évaluation chaotique, Waterfront Toronto acceptera, rejettera ou suggérera d'autres modifications au plan. Il fera alors des recommandations aux trois niveaux, la Ville de Toronto et les gouvernements provincial et fédéral.

Le problème? Sidewalk Labs a utilisé l'appel d'offre comme plate-forme pour lancer un énorme type de projet de développement **différent** et un accaparement des terres qui éclipse le site d'origine : Ancré par le siège social canadien de Google qui y serait délocalisé, Sidewalk Lab propose **une nouvelle zone**, le district IDEA, qui serait régie par une poignée de nouveaux organismes administratifs publics/privés opérant avec des règles et des règlements différents du reste de la ville. Google construirait une ville au sein de notre ville, qui risque de devenir une communauté virtuelle fermée. C'est une version du XXI^e siècle, déguisée en « *smart* » city, des villes d'entreprises du passé autour de leur mine ou leur usine.

L'entreprise veut mettre en place une zone urbaine distincte sur le front du lac de Toronto, où elle pourrait développer et vendre des technologies de « ville intelligente ». Dans la zone Tout et Tout le monde doit devenir le « sujet » d'un immense flux de données que Google va extraire et manipuler; les comportements des personnes et des objets seront collectés par des milliers de caméras et de capteurs. Cela deviendra un laboratoire (des trottoirs!), un modèle en incubation testé pour les futurs marchés mondiaux.

Trois épisodes soulèvent de sérieux problèmes quant à la façon dont le développement de notre secteur riverain a été planifié : d'abord le processus de sélection de Sidewalk Labs comme

« partenaire », ensuite le comportement de Sidewalk Labs et enfin le contenu de son plan directeur d'innovation et de développement (MIDP) de plus de 1.500 pages.

Derrière tous les paillettes du futur technologique, il y a des problèmes très fondamentaux. Quelles sont les priorités qui seront servies ? Quels sont les besoins qui sont au centre de la discussion ? Dans l'intérêt de qui est construit ce projet ? Ce qui suit est un bref examen des plans de Sidewalk Labs. Il décrit certaines des raisons de dire non au contrôle des entreprises et d'envisager plutôt sur un processus démocratique et citoyen pour le développement du quartier au bord du lac.

1. Un processus défectueux et le pire des résultats

Dès le départ, la demande de propositions (DP) de Waterfront Toronto pour le projet Quayside était un processus très controversé. Il en va de même de la relation entre SWL Sidewalk Labs et Waterfront. Le rapport de 2018 du vérificateur général de l'Ontario a mis en évidence un certain nombre d'irrégularités dans la DP et dans le processus de sélection. Par exemple, SWL a reçu plus d'informations que les autres soumissionnaires potentiels. Et l'entreprise a eu connaissance d'une piste privilégiée alors même que la demande officielle de propositions était en cours. Ensuite le processus d'approbation a été précipité et politiquement motivé. Par exemple, le Premier ministre Trudeau devait participer à une conférence de presse annonçant l'accord... avant que le Waterfront Board ait eu suffisamment de temps pour examiner les détails.

Une fois l'appel d'offres remporté, SWL a commencé à faire preuve d'un grand dynamisme et à affirmer son contrôle. SWL est passé d'un statut de soi-disant partenaire avec Waterfront Toronto pour être le développeur principal. L'entreprise a ignoré une grande partie de la DP et là où il ne pouvait pas le faire, il a réécrit les termes et conditions. SWL a travaillé dans les coulisses. Il a mené une vaste campagne de lobbying pour obtenir un accord politique pour ses projets. Il a déployé des efforts continus pour rallier les influenceurs. Il a lancé une campagne publique campagne de consultation, qui était bien plus un effort de marketing qu'une tentative de solliciter les préoccupations du public. Et les commentaires qu'il a reçus ont été ignorés. Dans le même temps, la SWL a exigé des accords de confidentialité et de non-divulgaration avec ceux dont le rôle était d'examiner et de commenter les plans, tels que les membres du Digital Strategy Advisory Comity.

En juin 2019, les inquiétudes concernant le processus et le plan se sont intensifiées lorsque SWL a présenté un rapport massif dont l'objectif était de revendiquer le contrôle de l'ensemble du front Est du lac. La DP avait prévu 5 hectares pour Quayside. Le plan de SWL prévoit maintenant le contrôle de **140 hectares**. Ils veulent acheter des terres publiques à des tarifs très réduits et ils veulent en avoir la charge. C'est un renversement complet du processus normal.

Au final SWL dit à Waterfront Toronto ce que l'entreprise veut construire et ce que les gouvernements doivent faire pour le rendre possible et rentable pour eux. Malgré ces abus, Waterfront Toronto a continué de discuter des termes de la planification avec Sidewalk Labs. L'Association canadienne des libertés civiles a lancé une contestation judiciaire du processus et annoncé dans un communiqué de presse : « L'accord Google-Waterfront Toronto n'est pas valide et doit être réinitialisé. Ces accords sont contraires au droit administratif et constitutionnel et créent un terrible précédent pour le reste du pays ».

2. Le MIDP de juin 2019 n'est pas un plan

Le MIDP (Plan Directeur d'Innovation et de Développement) s'étend sur plus de 1.500 pages sur quatre tomes. Il séduit, plus qu'il n'informe. Selon le plan, il y aura des dizaines de gratte-ciel à usage mixte, dont beaucoup à 30 étages et construits sur une structure bois. Il y aura plus de 50.000 résidents vivant dans des immeubles et des unités locatives construites à cet effet.

Il y aura assez d'espace de bureau pour abriter environ 40.000 employés. Google aime l'espace reconfigurable : les parkings peuvent être transformés en lofts vivants, l'espace public pouvant être transformé en points de vente éphémères ; des bordures numériques éclairées peuvent modifier les voies sur les routes ; des lofts « vivants » peuvent aussi être utilisés pour la production de marchandises, les unités de rez-de-chaussée pouvant être façonnées et déplacées en réponse rapide aux changements du marché.

SWL voudrait nous montrer à Quayside (et dans tout le nouveau quartier de 140 hectares qu'elle nomme le district IDEA) les contours d'une *smart city* utopique. Les routes seront faites de pavés chauffants interchangeable, il y aura des voitures sans conducteur, des navettes autonomes de transport en commun, des parcs et des promenades au bord de l'eau remplis d'art et de divertissements, un système de chauffage à boucle thermique, des revêtements photovoltaïques de toiture et de façade, une gestion de déchets alimentée par robots, un système de livraison souterrain automatisé, des auvents rétractables pour des pistes cyclables et piétonnes chauffées, une connectivité sans fil, sans compter les efforts à venir pour gérer le vent, le soleil et les précipitations et augmenter ainsi les possibilités de temps passé à l'extérieur. À première vue, il est compréhensible que certains soient passionnés par ces aspects du projet. Mais ce n'est pas un plan.

Le document est vague et confus, lourd, répétitif et désorganisé. Il se répand en discussion sur un même problème dans les différents volumes sans ajouter beaucoup de substance. Il est difficile d'accès et il est difficile à lire. Il n'y a même pas de table des matières fiable. Après de nombreuses critiques, SWL rend maintenant les documents disponibles dans un format plus facile d'accès. Mais cela ne changera pas la façon dont le rapport est rédigé. Il y a la sensation d'une promotion des ventes et d'une présentation marketing plutôt qu'un document accessible et utilisable, étudié et revu. Le lecteur se retrouve avec plus de questions que de réponses et un niveau croissant d'inconfort avec ce qu'est vraiment ce « plan ».

Le langage utilisé dans le MIDP est délibérément sans engagement. Il est plein de « pourrait » et de « peut-être » et de phrases dénuées de sens telles que SWL « catalysera le potentiel » de faire telle ou telle chose. Les engagements sont juste des possibilités, il n'y a pas de garanties fermes, seulement de vagues promesses. Il n'y a aucune assurance, que des suggestions. Le MIDP est assez clair quand il s'agit de ce que SWL veut et prévoit d'obtenir, mais beaucoup moins clair quant à ce que SWL prévoit de donner.

3. Transfert de ressources publiques pour le profit privé

Le secteur riverain de l'est de Toronto est un vaste terrain que certains ont décrit comme l'un des les plus grandes zones urbaines à réaménager en Amérique du Nord. Rendre ce réaménagement possible nécessite un engagement massif de ressources publiques. Si le plan va de l'avant, il y aura un énorme transfert de fonds publics pour aider Sidewalk Labs et Google à gagner plus d'argent.

Le premier élément de cet engagement public est le montant de 1,25 milliard de dollars consacré au projet de naturaliser la rivière Don et de protéger une vaste partie du secteur riverain des inondations. Cette projet est déjà en cours. Un autre élément est le projet de ligne de train léger sur rail de 1,2 milliard de dollars d'Union Station le long du front du lac Est et desservant les développements proposés et les sites de Google siège délocalisé. SWL a clairement indiqué que « Quayside et Eastern Waterfront ne peut se développer sans transit rapide. Pour être parfaitement honnête, s'il n'y a pas de train léger sur rail le projet ne nous intéresse pas » ([Radio-Canada](#), mars 2019)

De plus, la proposition dépend de l'abandon par le gouvernement de centaines de millions de dollars

en valeur des terrains, afin que SWL puisse avoir accès à des terres à un prix inférieur à la valeur marchande. A 18 septembre 2019 un article du Globe and Mail a estimé le rabais à environ 500 millions de dollars. Le plan MIDP a également besoin de centaines de millions de fonds publics pour réaliser des logements abordables prévus dans la proposition. Waterfront Toronto a estimé le montant à plus de 900 millions de dollars. Certains des fonds nécessaires à la création des agences de gestion proposées par SWL sera de l'argent réaffecté depuis les ministères et organismes torontois existants. À une époque de ressources limitées et de priorités concurrentes, les plans de SWL nécessitent des ressources publiques détournés d'autres parties de la ville où ils sont désespérément nécessaires.

Au final si le développement du front du lac est tellement dépendant de toutes ces ressources publiques, alors pourquoi n'y a-t-il pas de discussions sur la propriété publique, les coopératives, l'aménagement de logements et des espaces de travail, l'espace public contrôlé par le privé?

4. Sidewalk Labs n'a jamais construit de villes

SWL se propose d'être le promoteur immobilier de Quayside et un acteur de référence pour le 190 hectares complémentaires qu'il appelle « le district IDEA ». Même si certaines initiatives du MIDP semblent attractifs, même si certains d'entre eux sont passionnants, la question fondamentale demeure : Pourquoi SWL ?

L'entreprise n'a pas d'antécédents dans la construction de logements abordables, pas d'antécédents dans la construction d'infrastructures municipales, aucune expérience en construction de bâtiments en bois, aucune expérience en fabrication de bois lamellé-croisé, aucune expérience dans la conception de structures de déchets municipaux, aucune expérience dans la construction de systèmes de chauffage à boucle thermique, et ainsi de suite... SWL n'a pas les compétences et l'expérience requises en gestion de projet pour faire tout cela.

Et cela compte beaucoup :

- L'une des rares choses que SWL a développé est un projet à New York où il a installé des dizaines de kiosques d'information et de surveillance litigieux dans toute la ville.
- Sa société sœur, Google, a un historique de projets abandonnés. Récemment Google avait un projet à Louisville, Kentucky pour installer Internet ultrarapide. La ville l'a vu comme un initiative de ville intelligente et une opportunité de développement économique afin d'adoucir la accord. Le projet impliquait ce que Google a appelé la nano-tranchée et décrit comme un ambitieux et axé sur l'innovation. Cela n'a pas fonctionné et Google a abandonné le projet, clients abandonnés, détraqué les routes de la ville et anéanti les espoirs économiques. La société mère de SWL, Alphabet, a également des antécédents de liquidation de filiales. Il y a aucune garantie que SWL existera dans cinq ans. La suite d'entreprises Google a peu à offrir à Toronto lorsqu'il s'agit de bâtir des collectivités résilientes, équitables et intégrées.

5. Peu d'engagement pour de bons emplois

Dans un document volumineux, couvrant plus de 1500 pages, il est surprenant de constater combien peu de ces pages sont consacrées à une discussion sur l'emploi. L'horizon de planification SWL s'étend au-delà de 2040 et pourtant il y a n'y a aucune vision de ce que pourrait être le travail à l'avenir. Il n'y a aucune discussion sur la façon dont la productivité et les gains pourraient entraîner une réduction du temps de travail sans baisse des salaires. On ne parle plus de cadres de travail coopératif, pas de discussion sur la fin du travail précaire et de l'économie des petits boulots, aucun commentaires sur les normes d'emploi ou les droits du travail. En termes d'emplois, la ville de Google du l'avenir ressemble beaucoup à ce qu'il est aujourd'hui.

Le MIDP revendique la création de dizaines de milliers d'emplois. Mais il n'y a pas de travail objectifs dans le rapport et aucun plan réel pour la création d'emplois. Au lieu de cela, il y a un nombre de calculs statistiques et d'estimations mathématiques sur les possibilités d'emploi.

Certes, si le projet va de l'avant, il y aura des créations d'emplois au bord de l'eau. Il y aura les emplois de construction créés dans les projets d'infrastructure et les bâtiments. Il y aura des emplois liés à la production de bois lamellé-croisé (CLT) destiné à la construction. Il y aura des emplois associés au siège social de Google et au campus de l'innovation délocalisés. Et il y aura les emplois permanents une fois le projet terminé.

Quel est l'impact sur les emplois dans le bâtiment ?

Le MIDP estime qu'il y aura 136.000 années-personnes d'emploi dans la construction au cours des 20 ans et plus du projet. Si le développement se produit à un rythme uniforme cela représente environ 6 800 emplois dans la construction pendant 20 ans. De plus, il y aura encore 38 000 années-personnes dans la construction d'infrastructures (mais beaucoup de ces emplois seront là, peu importe qui construit le quartier). La composition et la nature des emplois varieront sans doute (plus à base de bois, moins à base d'acier et de béton). SWL veut réduire le nombre de travaux de construction en utilisant des composants de construction flexibles et modulaires fabriqués hors site. Ces composants vont des supports en bois et des modules de toiture aux aménagements intérieurs tels que des salles de bains entières. SWL parie fortement que les bâtiments en bois réduiront le temps de la construction de 30%, réduisant ainsi le travail sur site.

Quel est l'impact sur les emplois dans une usine de bois ?

SWL envisage de construire une usine de bois sur le front de mer capable de fournir tous les trans-bois lamellé requis pour le développement. Le MIDP déclare que cela « soutiendrait une estimation à 2 500 années-personnes d'emploi sur une période de 20 ans ». (125 emplois depuis 20 ans). La formulation suggère que ces emplois seraient à l'usine mais l'annexe technique souligne que ces emplois seraient en fait répartis entre la fabrication, les scieries et la foresterie opérations et transports.

Quel est l'impact d'un déménagement du QG de Google ?

Le déménagement du siège social canadien de Google dans la région est probablement l'engagement le plus clair que SWL fait dans le MIDP. Au départ, le QG relocalisé devait faire partie des 5 acres d'aménagement des quais. Mais cela a changé et il est désormais situé sur l'île de Villiers, sur une parcelle de terrain qui ne faisait pas partie de la DP et qui n'appartient pas à Waterfront Toronto. SWL revendique à maintes reprises qu'une grande partie de la croissance économique et de l'innovation futures dans l'Est Waterfront est liée au siège de Google. Et pourtant, on en dit très peu à ce sujet.

Le siège de Google, selon le MIDP, « accueillera jusqu'à 2 500 emplois » ce qui implique qu'il y aura suffisamment d'espace de bureau pour accueillir ce nombre de travailleurs. On souligne ensuite que « la majorité serait destinée aux employés de Google ». En d'autres termes, il n'y aura pas 2500 employés de Google. Le calendrier de ces travaux n'est pas clair. On ne sait pas non plus combien de ces travaux créeront de nouveaux emplois et combien seront déplacés du siège social existant de Google à Kitchener-Waterloo.

Malgré tous ces qualificatifs, SWL dit très clairement qu'il n'y a pas de certitudes. Au lieu de cela, « l'embauche réelle dépendra des conditions du marché et des exigences commerciales ». Dans l'annexe technique qui prend en charge l'emploi et l'analyse économique du plan MIDP il y a bien plus de détails et plus de temps consacré au tourisme qu'à l'impact du siège de Google.

Quel impact en terme d'emplois permanents dans le futur ?

Selon le MIDP, en 2040, dans vingt ans, il y aura 44.000 permanents emplois directement créés sur le secteur riverain de l'Est. Le rapport indique que la plupart d'entre eux seront « nets », de

nouveaux emplois, mais admet qu'une partie de ces emplois « seraient délocalisés dans le district et ailleurs dans la ville ». Ce nombre d'emplois attendus en 2040 est une estimation approximative. SWL a confié l'analyse à un tiers qui a effectué les calculs sur la base des hypothèses de SWL et de son meilleur scénario. L'estimation est dérivée en utilisant des calculs de « densité d'emploi » qui utilisent l'espace au sol par estimations des travailleurs pour divers types de bâtiments.

La nature de ces emplois est également une estimation relativement grossière. L'analyse prend le travail actuel modèles de composition pour des municipalités comparables, puis le peaufine un peu. Sur cette base, il suppose qu'il pourrait y avoir environ 40.000 employés de bureau dans la zone. Il y aura aussi des emplois « entrepreneuriaux », emplois pour chauffeurs de taxi, emplois dans la restauration et le commerce de détail et « ceux qui travaillent pour la maison »

SWL affirme qu'un pourcentage plus élevé d'emplois serait créé dans des domaines tels que les emplois professionnels, scientifique et technique. D'un autre côté, il est clair que les entreprises de Big Data s'appuient généralement sur entrepreneurs qui emploient beaucoup d'emplois précaires et temporaires partout où ils font des affaires. Aujourd'hui les fournisseurs et sous-traitants sont déjà plus nombreux que les employés directs de Google d'environ 135 000 à 115 000. Et la tendance selon laquelle les femmes et les travailleurs racialisés sont surreprésentés dans l'emploi précaire (emplois peu rémunérés et où les travailleurs autochtones et handicapés sont pratiquement exclue) sera poursuivie.

Quel impact pour l'emploi dans le secteur public ?

Il y aura certes des professionnels de la santé dans le centre de santé, des enseignants dans l'école, la police patrouillera les rues et la TTC exploitera le TLR proposé. Mais le quartier IDEA sera lui-même une zone hybride et privatisée. Au cours de son développement, il y aura de nombreuses opportunités de « capturer » le travail du secteur public et mettre les travailleurs du secteur public en marge. Le MIDP propose ainsi de transférer à de nouvelles entités de gestion les activités de la ville telles que les parcs et les loisirs, les autorités de stationnement, les rues de la ville et les infrastructures souterraines. Ces nouveaux agents auront le pouvoir de conclure des contrats avec des fournisseurs de services tiers. De la collecte des déchets à la livraison des colis, des urbanistes à la réfection des routes, la proposition de Sidewalk Labs est d'expérimenter des technologies de ville intelligente :

- transférer les fonctions de prise de décision des travailleurs de la ville vers l'IA et les algorithmes numériques ;
- automatiser les travaux municipaux tels que la collecte et le recyclage des déchets ;
- remplacer les travailleurs du secteur public par des entrepreneurs privés.

Quel impact sur les compétences et « l'Initiative pour l'emploi » ?

A son actif, SWL propose des initiatives autour de la formation et du développement des compétences et il devrait soutenir l'Initiative pour l'emploi de Waterfront Toronto en embauchant des travailleurs de groupes historiquement défavorisés. Néanmoins, il y a des inquiétudes. D'abord ces initiatives de développement sont encadrées en termes de propriété et contrôlée par l'entreprise par des programmes tels que « Grandir avec Google ». Ensuite en soutenant l'Initiative pour l'emploi, SWL s'engage à fournir « 10 % des heures de construction pour les jeunes racialisés, les femmes et les peuples autochtones ». Or SWL a estimé que pour construire tous les bâtiments dans la zone Quayside de 5 acres, il faudra environ 5 000 années-personnes de construction directe. Dix pour cent de cela représenterait 500 années-personnes, soit seulement 100 emplois à temps plein pendant cinq ans pour les groupes historiquement défavorisés. Evidemment l'engagement devrait être beaucoup plus élevé.

6. Court-circuit sur le logement abordable

La crise du logement à Toronto est bien connue. Les prix des maisons sont bien au-delà des moyens de la plupart des familles. Les loyers sont incroyablement élevés. Il y a trop peu de logements

locatifs construits à cet effet et même moins de logements locatifs qui satisfont au critère de prix abordable. Tout aménagement au bord de l'eau doit répondre à ces préoccupations. La façon dont nous obtenons le plus d'unités de logements abordables et de haute qualité doit être un enjeu central pour l'aménagement du secteur riverain.

SWL prétend faire précisément cela. L'entreprise se vante d'un « sans précédent engagement envers des logements à revenus mixtes avec 40 % d'unités de logement à des taux inférieurs au marché. » Et cela décrit ses engagements comme un « programme de logement qui change de paradigme ». Mais ces affirmations sont trompeuses.

Il y a pourtant un certain nombre de directives et d'exigences à garder à l'esprit lors de la discussion logement au bord de l'eau. L'un est l'appel d'offres lui-même, dans lequel Waterfront Toronto exige que SWL « établisse suffisamment de terres pour accueillir 20 % des unités résidentielles en tant que logements locatifs abordables ». Un autre est le plan d'occupation qui, entre autre, établit les ratios d'unités résidentielles à l'espace commercial. Un autre est aussi le programme abordable de la ville de Toronto (lignes directrices sur le logement locatif, qui décrivent la taille des unités locatives et la composition de la location unités).

Il semble que SWL soit hors-jeu sur tout cela. L'appel d'offre DP voulait que le soumissionnaire retenu réalise plus que le niveau minimum de 20 % de logements abordables. Mais il y aura moins d'abordables unités construites à Quayside, par exemple, que si les plans d'occupation existants étaient en vigueur.

Le plan d'occupation du quartier prévoyait un mélange de 75 % d'unités résidentielles et de 25 % d'unités commerciales. SWL propose 66% de résidentiel et 33 % de commercial. La différence est considérable. Il s'élève à plus de 900 000 pieds carrés d'espace résidentiel à Quayside seulement. Et si moins d'unités résidentielles sont construites, moins des unités abordables seront construites. SWL est tenu de construire des logements abordables, mais les logements seront en fait financés par « sources publiques traditionnelles ». Mais même ainsi, SWL a besoin de plus d'édulcorants. Comme ils le soulignent : « La volonté de Waterfront Toronto de négocier un prix pour le terrain à Quayside... est un composant."

La réponse de SWL à la crise des logements abordables est de construire des appartements plus petits qu'actuellement autorisé. SWL utilise l'expression « accessibilité par conception » pour décrire ces unités illégales : la petite « unité efficace » et les « micro-unités » encore plus petites (ces unités sont si petites qu'il doit y avoir un stockage robotisé hors site, à faible coût et à la demande pour vêtements de saison, équipements de sport ou ustensiles de cuisine occasionnellement utilisés.) SWL a l'intention de « rechercher une dérogation aux directives et normes pertinentes existantes relatives à l'unité Taille ». SWL prévoit également de développer des unités de cohabitation où les gens partagent la cuisine et d'autres des espaces communs, un peu comme certaines résidences étudiantes et dortoirs des techniciens. L'idée revendiquée par SWL est « qu'une main-d'œuvre mobile valorise la capacité de suivre les opportunités d'emploi et de trouver un logement au meilleur prix et options dans les nouvelles villes ».

Même avec tout cela, les unités seront difficilement abordables. L'abordabilité est définie comme les unités qui louent pour moins de 100 % du loyer moyen du marché. Dans le MIDP, le chiffre utilisé est de 1 492 \$ par mois pour un appartement de 2 chambres. La majorité des ménages locataires n'ont pas les moyens de payer ce niveau de loyer.

SWL affirme qu'elle fournira 40 % des logements locatifs à des taux inférieurs au marché. Mais qu'entend-on par en dessous des taux du marché est une source de confusion. En plus des 20 % d'unités abordables SWL, propose de prix un autre 15% des unités en tant que « locations de milieu de gamme ». Ces unités seront louées jusqu'à 150 % du loyer mensuel moyen à Toronto. Cela équivaut à un loyer mensuel de 2 238 \$ pour un 2 chambres appartement.

Les seules unités vraiment abordables du plan SWL sont ce qu'ils appellent les appartements très

abordables. Ceux-ci constituent 5 % des unités locatives et auraient un loyer actuel de 895 \$ par mois qui est lié à un revenu d'environ 43 000 \$. A Quayside, seuls 130 appartements environ seront être mis à disposition à ce tarif. ACORN Canada a conclu qu'environ 1 locataire sur 3 n'a pas les moyens de payer ce niveau de loyer. L'Initiative de logement abordable de Sidewalk Labs renforcera les inégalités de logement existantes et exclura les communautés déjà marginalisées. De l'autre côté de la comptabilité, SWL s'en sort plutôt bien en tant que promoteur immobilier pour Quayside. Quinze pour cent de tous les logements locatifs seront au prix du marché et ces logements sont maintenant exonérés du contrôle des loyers. Cinquante pour cent des unités seront des copropriétés au prix du marché et 33% de toute la surface au sol construite seront des unités commerciales et de vente au détail qui paieront les taux de location du marché.

Partout où Google situe son siège social et d'autres opérations, il crée un micro-marché de des loyers et des valeurs immobilières plus élevés. En tant que promoteur immobilier de la zone, SWL a un intérêt dans ces prix plus élevés. Une approche différente de l'aménagement riverain consiste à faire du logement abordable un élément fondamental et de réaliser cet objectif par le biais d'un grand programme d'associations à but non lucratif et coopératif.

7. Création d'une zone de surveillance

SWL construira le front de mer "à partir d'Internet". Le slogan reconnaît la centralité des données dans les plans de Google pour le développement du secteur riverain. Les villes « intelligentes » sont entièrement basées sur les masses de données. L'intelligence artificielle et ses algorithmes seront appliqués à la plupart des fonctions de la ville. Les données deviennent une infrastructure et ces données sont un atout qui peut être utilisé pour gagner de l'argent. La zone IDEA sera un banc d'essai et un catalyseur des technologies de ville intelligente, basées sur les données que Google peut piloter, affiner et vendre dans le monde entier. Chaque rue du quartier, chaque parc et place, chaque magasin, chaque bâtiment et chaque activité (du moins dans le domaine public) sera surveillée et mesurée. Le paysage urbain sera un énorme réseau de surveillance. Il y aura des moniteurs et des capteurs, une surveillance par caméras et une collecte de données en temps réel partout et tout le temps. Des capteurs vérifieront l'état des pavés chauffés. Ils se déploieront automatiquement des auvents en cas de pluie. Ils compteront le nombre de piétons à une intersection. Ils serviront à fixer les temps d'arrêt en bordure de rue en période d'affluence. Ils contrôleront l'éclairage public et coordonnent les feux de circulation. Ils évalueront l'état des bâtiments. Ils vont surveiller la disponibilité des vélos et des quais partagés. Ils surveilleront les thermostats dans les appartements et bâtiments, contrôleront si les bancs de parc et les tables de pique-nique sont occupés, combien d'eau chaude est utilisée, à quel point un magasin de détail est occupé, il surveilleront votre emplacement et ce que vous faites à un moment donné...

L'une des innovations numériques emblématiques de SWL pour le front de mer sera le Koala standardisé. Les koalas sont des luminaires de rue (poteaux), mais qui hébergeraient en *plug in play* divers capteurs et dispositifs de surveillance et les connecteraient à Internet. Même Waterfront Toronto s'inquiète des implications des caméras sur les koalas qui pourraient filmer, par exemple, des manifestants lors d'un rassemblement.

SWL a une perspective bien définie sur la collecte de données, l'utilisation des données et la gouvernance numérique. Ils s'engagent à gérer « la collecte, l'utilisation, la conservation et la divulgation des données personnelles », celle qu'ils considèrent comme nécessaires pour la prestation de services. Fondamentalement SWL s'oppose à toute limitation préalable dans la collecte de données. Il n'y aura pas de dispositions efficaces de retrait si les résidents ne veulent pas être enregistrés, mesurés et contrôlés. Aucun espace public ne sera à l'abri de la surveillance.

SWL voit un certain nombre d'obstacles qu'elle doit contourner en matière de confidentialité et utilisation des données, c'est pourquoi l'entreprise sera responsable de la définition des données personnelles et identifiables. Elle doit gérer la question du « consentement » d'une manière qui n'interfère pas avec la collecte de données. Elle doit minimiser la question de la propriété et du contrôle des données et elle doit gérer la vente de données.

La législation canadienne sur la protection de la vie privée fait la distinction entre les informations individuellement identifiable et non individuellement identifiables. Mais SWL choisit de ne pas utiliser de termes basés sur la législation. Au lieu de cela l'entreprise a créé une nouvelle catégorie de données qui n'existe nulle part ailleurs, sauf dans les plans de SWL pour le front du lac. Une nouvelle classe de données contourne ainsi les problèmes de données personnelles et identifiables. Ils l'appellent **Urban Data** et SWL les définit comme :

“ Les données urbaines sont des données collectées dans un espace physique de la ville qui comprend

- les espaces publics tels que les rues, les places, les parcs et les espaces ouverts ;*
- les espaces privés accessibles au public, tels que halls d'immeuble, cours, rez-de-chaussée marchés et magasins de détail ;*
- les espaces privés quand ils sont non contrôlés par ceux qui les occupent (par exemple les locataires d'appartements).*

Dans la collecte de données urbaines, SWL s'est engagé à trouver des moyens d'« anonymiser » les individus. Pour beaucoup de critiques c'est une assurance sans beaucoup de substance. On craint de plus en plus la surveillance étendue, de même que le profilage racial et la criminalisation des personnes racialisées.

SWL a également fait valoir que le consentement individuel n'est pas pertinent pour la collecte de « données urbaines », donc ils développeront plutôt un processus de sollicitation du consentement au niveau de la communauté. L'idée est d'atteindre le consentement de la communauté assez indirectement, encore plus indirectement que les « consentements au clic » des applications sur téléphones. SWL a développé une série de panneaux qui seront affichés dans une zone pour permettre aux résidents, travailleurs, visiteurs, enfants ou quiconque de savoir qu'ils sont surveillés, par quels dispositifs et dans quel but. Selon l'approche SWL, ce petit panneau est un moyen adéquat pour obtenir un consentement éclairé. Au final la seule façon de ne pas être surveillé est de ne pas être là.

Même avant la publication du MIDP, de nombreux Torontois ont exprimé des inquiétudes quant à la possession de SWL et au contrôle des données sur le quartier. Dans un effort pour réduire les critiques, la société a proposé une nouvelle entité qui serait en charge des données. La nouvelle agence, qui commencera sa vie comme une entité privée, s'appelle Urban Data Trust. Ce n'est pas une société commerciale au sens juridique du terme.

Son rôle sera de contrôler et de gérer la collecte de données, de manière à ce qu'elle les rende facilement accessible à SWL, à d'autres entreprises, à des agences gouvernementales et à des chercheurs.

L'utilisation des données ne sera donc pas interdite pour la vente de données personnelles ni leur utilisation à des fins publicitaires. Pour la vente de données SWL « s'engage à ne pas divulguer d'informations personnelles à des tiers, notamment à d'autres sociétés d'Alphabet sans consentement explicite. Mais le sens du consentement explicite, cependant, est loin d'être clair.

En plus de toutes les données urbaines collectées dans la zone, SWL collectera également ce qu'elle appelle les « données transactionnelles ». Ces données sont générées par des personnes physiques consentant à fournir des informations sur eux-mêmes en téléchargeant une application ou d'autres fonctionnalités Internet. Cela fera également partie du nouveau paysage des données. Les technologies de la ville intelligente en général, et les initiatives SWL en particulier, soulèvent des questions de vie privée, de protection de la société civile et de souveraineté technologique. Sur cette question de confidentialité et données, les experts ont fait valoir dès le départ que les plans de

données de SWL posent des problèmes politiques, juridiques et éthiques. Mais comme beaucoup des préoccupations et des problèmes de politique publique soulevés par le MIDP, SWL minimise et contourne ces préoccupations. SWL essaye de déplacer le débat sur la façon dont les données sont définies et gérées le plus loin possible du lieu où ces données doivent être collectées.

8. Mise en place d'une juridiction distincte

SWL propose que le quartier IDEA soit géré par une série de sociétés publiques-privées, de nouvelles « agences » conçues volontairement, qui assumerait certaines des responsabilités et des fonctions normalement effectuées par les conseillers élus, le gouvernement de la ville et les agences municipales.

L'entreprise souhaite que le quartier soit le plus indépendant possible de la ville dans son ensemble. Cela vaut pour les règles et règlements à modifier pour répondre à ses besoins et SWL veut être le pilote aux commandes pour les 20 prochaines années ou plus. SWL prévoit déjà de mettre en place cinq « entités de gestion » pour administrer le district IDEA.

1. L'*Open Space Alliance* serait une agence non gouvernementale qui, par des partenariats privés gèreraient les espaces publics du quartier IDEA. Elle serait responsable de la maintenance des infrastructures physiques, du pilotage des nouvelles technologies, d'offrir une programmation culturelle et récréative, de développer des œuvres d'art public et des éléments architecturaux extérieurs, et de la gestion des parcs.

2. La *Waterfront Transportation Management Association* serait responsable des infrastructures de mobilité, tant physiques que numériques, de la zone. Elle aurait la capacité de coordonner tout le trafic dans les rues en temps réel. Elle développerait et gèrerait en temps réel la tarification en bordure de rue pour le stationnement et la prise en charge ou le retour des passagers. Elle serait responsable pour les bordures dynamiques et les voies de circulation flexibles, ainsi que du fret et des livraisons. Elle fixerait les limites de vitesse, superviserait les stationnements et concevrait et vendrait un forfait d'abonnement mobilité aux résidents IDEA pour utiliser la TTC, le vélo en libre-service et les services de déneigement.

3. La *Waterfront Sustainability Association* serait responsable de la gestion des réseaux, le réseau électrique avancé, le système d'eaux pluviales et la gestion des déchets. L'agence aurait le pouvoir d'attribuer des contrats et de surveiller le conformité avec les prestataires privés de ces services.

4. Le *Waterfront Housing Trust* serait créé en tant que société commerciale privée, qui agirait comme un véhicule du financement public-privé et administrerait les logements inférieurs au marché programme dans le quartier IDEA.

5. Enfin, par *Urban Data Trust*, SWL aurait elle-même en charge la confiance dans les données urbaines (voir section précédente).

Tous ces organismes relèveraient d'un organisme de surveillance appelé l'Administrateur public. L'administrateur public doit être un organisme public avec une représentation de la ville. Aucune de toutes les agences prévues ne peut en effet être créée sans beaucoup d'autorisations spéciales et de modifications de la législation existante et des règlements aux trois niveaux de gouvernement.

Une fois établies, les agences auraient en effet le pouvoir de collecter des fonds au moyen de divers redevances et redevances perçues auprès des résidents, des usagers et des entreprises. Certaines agences pourraient chercher à réaffecter le financement des services et organismes municipaux existants. Plaider ainsi en faveur d'une juridiction distincte est une combinaison frappante de la portée excessive des entreprises et de la bureaucratie lourde pour gérer quelques centaines d'hectares de la ville. Ces nouvelles entités vont établir un niveau de bureaucratie en double qui est inutile et contraire au meilleur intérêt de la ville dans son ensemble. Mais plus alarmant, ils représentent une nouvelle étape dans la tendance à la privatisation, puisque c'est une société privée qui détermine comment une ville doit être gouvernée.

9. La technologie pour la technologie et des « innovations » très surestimées

SWL a tendance à renommer les choses, pour les présenter ainsi comme des « innovations » urbaines.

Certains outils relèvent de la sphère sociale. Par exemple, l'entreprise va mettre en place un « Care Collective », qui est essentiellement un centre de santé communautaire avec quelques modules complémentaires numériques. De même, ils établiront la « Civic Assembly » qui est un centre communautaire avec quelques ajouts numériques.

Pour soutenir davantage les communautés et les infrastructures sociales, SWL a proposé un ensemble d'outils numériques (qui ne sont pas si innovants). Il en présente un certain nombre. « Collaboration », pour exemple, sollicitera des commentaires sur les programmes dans les espaces publics. « Seed Space » est un outil numérique de location pour aider les gens à trouver des colocataires pour partager des appartements. Il existera une application appelée « Espace commun » qui suit la façon dont les gens utilisent les espaces publics et permet aux individus de réserver des espaces publics pour à des fins récréatives ou entrepreneuriales. Il existera également une application qui sera utilisée pour le covoiturage en cas de neige ou grêle. Et toutes ces applications fourniront encore plus de données pour alimenter les intérêts commerciaux de SWL.

Dans d'autres cas, SWL surestime la nouveauté et la nature pionnière de ses projets. Un cas à pointer est celui des fameuses lampadaires programmables. SWL les utilise comme exemple pour illustrer toutes les contraintes et toute la complexité, et donc le temps, l'argent et les efforts nécessaires pour obtenir des innovations depuis la phase de test jusqu'à une échelle commerciale plus large. Mais les lampadaires en question sont déjà un élément standard dans la boîte à outils d'une ville intelligente et ils sont aujourd'hui installés dans de nombreux contextes urbains. En fait, ils sont devenus si populaires que d'ici 2026, on en prévoit environ 73 millions qui seront installés dans le monde.

Le quartier IDEA devrait être une vitrine pour les nouveaux outils numériques, les innovations étant axées sur les données et les technologies de la ville intelligente. Le MIDP regorge de « *facteur wow* », mais il manque certains des éléments les plus basiques dans la discussion. Dans quelle mesure la technologie est-elle résiliente et fiable ? Combien cela coûtera-t-il d'entretenir ? Qui sera là pour payer les factures ? Avons-nous vraiment besoin de solutions de haute technologie pour réduire la congestion et rendre les routes plus sûres pour les cyclistes et les piétons ?

Pour aider à l'examen du MIDP, Waterfront Toronto a mis en place un groupe consultatif sur la stratégie numérique (DSAP). Le « commentaire préliminaire » du DSAP, publié en septembre 2019, soulève nombre de préoccupations avec le MIDP. Il rapporte que le MIDP :

- « n'est pas suffisamment précis sur les domaines critiques de ses propositions d'innovation numérique... »
- inclut « la technologie pour l'amour de la technologie »
- inclut des innovations « non pertinentes ou inutiles », selon certains panélistes
- « ne semble pas placer le citoyen au centre du processus de conception du numérique innovant comme promis... »

L'innovation urbaine et sa suite de technologies de la ville intelligente est la nouvelle pierre de touche de l'économie développement. Comme le souligne le MIDP, il s'agit d'un secteur en croissance dont la valeur marchande mondiale devrait dépasser les 2 000 milliards de dollars d'ici 2025. Les gouvernements municipaux, les gouvernements provinciaux et fédéral, les établissements universitaires et les petites et grandes entreprises veulent tous y participer. SWL soutient qu'il manque un « plan holistique pour devenir la plaque tournante mondiale du domaine émergent ». SWL suggère qu'il a un plan pour être cette plaque tournante : ancré par le siège social délocalisé de

Google, le quartier IDEA deviendra un axe majeur d'innovation urbaine et un nouveau moteur de développement économique et de croissance.

S'il existe de nombreuses références à « semer l'écosystème de l'innovation urbaine » en créant le « potentiel de catalyseur de la croissance économique », il n'y a que quelques engagements. SWL mettrait en place 10 millions de dollars de financement de démarrage pour mettre en place un Institut de l'Innovation urbaine. Ils engageront un financement de démarrage de 10 millions de dollars pour une Fonds de capital-risque en innovation urbaine.

Mais s'il était possible d'obtenir une voie vers l'innovation urbaine pour juste 20 millions de dollars, alors chaque ville du Canada en aurait déjà probablement. Pour mettre cette petite somme d'argent en perspective, la dernière année où le gouvernement fédéral a annoncé une initiative globale de super-clusters d'innovation elle était de 950 millions de dollars et le gouvernement était prêt à s'engager jusqu'à 250 millions de dollars sur n'importe quel cluster. C'est typique des approches de Google : mettre des miettes sur la table et appeler ça un gâteau.

10 . Parce que c'est Google

SWL est une société sœur de Google et une filiale d'Alphabet. Traiter avec SWL signifie traiter avec Google et Alphabet. Alphabet est l'un des plus grands et des plus puissants multinationales dans le monde. Il a une valeur marchande de 820 milliards de dollars, des revenus annuels de plus de 110 \$ milliards USD et au cours du 2^{ème} trimestre de cette année seulement, un niveau de bénéfices extraordinaire à plus de 9 milliards de dollars. L'entreprise a un énorme pouvoir politique et économique.

Google contrôle environ 90% des recherches sur Internet dans le monde. Les pratiques de l'entreprise exercent une influence considérable sur la façon dont les gens voient leur monde. Le modèle économique de Google, ce sont les données. La plupart d'entre nous ne comprennent pas les algorithmes qui brassent les données personnelles, les historiques de recherche, la localisation, les historiques d'achats, les préférences de produits, les goûts, les photos d'amis et de famille... dans une base de données massives qui peut être manipulée et monétisée par les entreprises du Big Data. Mais de plus en plus, la manière dont ces données sont collectées et utilisées peuvent influencer nos valeurs personnelles, notre système politique et nos pratiques démocratiques.

Faire affaire avec SWL signifie que nous sommes en affaires avec Google. En tant que tel, la taille de l'entreprise et son pouvoir de marché sont importants, tout comme les actions et le comportement de l'entreprise.

Au cours des dernières années, Google a fait l'objet de poursuites judiciaires pour restriction de la concurrence. Voici quelques-uns exemples:

- L'UE a infligé une amende à Google à trois reprises. En 2017, Google a été condamné à une amende de 2,7 milliards de dollars US pour avoir privilégié ses propres produits et services dans les résultats de recherche sur Internet. En 2018, l'UE a infligé une amende de 5,1 milliards de dollars à Google pour avoir abusé de son pouvoir sur le marché de la téléphonie mobile. Cette année 2019, Google a été condamné à une amende de 1,68 milliard USD pour avoir abusé de sa position dans la publicité en ligne.
- Le 9 septembre 2019, cinquante États et territoires américains ont lancé une enquête sur les pratiques d'entreprise « monopolistiques » de Google. Et le ministère américain de la Justice a lancé une enquête antitrust spécifique contre Google. C'est un moment étrange pour Toronto de conclure un accord avec une entreprise de Big Data connue pour restreindre la concurrence. Dans sa tentative de capter les technologies et les revenus de villes intelligentes, Alphabet pourrait bien mettre les entreprises technologiques canadiennes à l'écart, les prendre en charge ou les capturer en tant que sous-traitants.

Il est également vrai que certaines des pratiques de Google ont soulevé de graves problèmes moraux et éthiques préoccupations. Voici quelques-uns:

- Dans un effort pour accéder au marché de la recherche Internet en Chine, Google a développé un initiative secrète appelée Projet Dragonfly. Le plan était de développer un produit qui bloque les sites Web et les termes de recherche conformément à la censure gouvernementale chinoise. C'est seulement après une révélation publique et une campagne de ses employés accusant Google d'ignorer les violations des droits humains et la suppression de la liberté d'expression que l'entreprise a mis fin au projet.
- De même, il a fallu des milliers d'employés de Google pour protester contre le contrat militaire secret avec le Pentagone pour mettre fin au projet Maven. Projet Maven était un effort pour appliquer l'IA aux drones militaires pour améliorer l'identification des cibles et sans doute amener une nouvelle ère d'armes robotiques.
- Il y a quelques années, Google et d'autres sociétés de Big Data ont été poursuivies avec succès dans une classe action en justice en Californie pour collusion visant à baisser les salaires.
- Il a été rapporté que Monsanto a utilisé Google pour tenter de saper le livre très critique de Carey Gillam sur le lien entre le désherbant Roundup et le cancer. Il est allégué que Monsanto avait payé des « scientifiques » pour rédiger des critiques sur le livre, puis payé Google pour promouvoir ces critiques dans ses résultats de recherche.

Certains voient dans ces événements des preuves de manquements moraux et éthiques, tandis que d'autres voient que, dans une ère de capitalisme de surveillance, Google était juste Google.

De toute façon, c'est une période étrange pour que Toronto confie le développement de notre secteur riverain au groupe d'entreprises Google. Sur le front du lac Ontario, le développement communautaire démocratique doit prévaloir sur contrôle par les BigData.